

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 MARS 1991

N° 818

10,00 F



EDITORIAL

Le consensus larvé est passé par là. La situation des années 1990 est épouvantable. A l'aube du 21^e millénaire jamais l'injustice n'avait été aussi frappante. la richesse s'étale partout, dans la rue, dans les journaux, à la télévision. Les loups aux dents longues, les financiers audacieux, les raiders et les Tapie en tous genres sont devenus les nouveaux héros des temps modernes. L'argent n'est plus sale, les hippies se sont reconvertis en yuppies et les gagnants affichent béatement et fièrement leurs signes extérieurs de richesse. Jamais ces signes n'avaient été aussi extériorisés qu'en ces temps d'inégalités profondes. Les écarts entre les riches et les pauvres, les bourgeois et le quart monde, n'ont cessé de se creuser durant ces quinze années de « crise ». Qu'y a-t-il de comprable entre un RMiste à 2 025 F par mois et le sultan du Brunei, l'homme le plus riche du monde. Rien ! Ils ne vivent pas sur la même planète. Lorsque l'on accumule les milliards de dollars sur son compte en banque peut-on se soucier des lendemains qui ne chantent pas pour tous ? Les trois quarts de la population de la planète crie famine, alors qu'un petit nombre de privilégiés passe son ennui dans des fêtes où l'on dépense en une nuit de quoi payer plus de 160 smicards pendant un an. Sidérant et affligeant, jamais, l'espérance humaine n'avait disposé de richesses comparables à celles d'aujourd'hui. Mais celles-ci sont l'apanage de quelqu'uns et la majeure partie de l'humanité croupit sous la famine, la maladie, la crasse des bidonvilles. Et l'on voudrait que nous acceptions l'ordre actuel du libéralisme triomphant. Le temps des révolutions est passé de mode paraît-il. Pourtant les raisons de la nécessité de cette révolution sont là, bien voyants pour qui veut se donner la peine de regarder. Certains ont tout et d'autres, les plus nombreux rien ! Tout est à reconstruire, et l'émergence d'un monde nouveau est une nécessité pour qu'enfin nous puissions vivre « chacun selon nos besoins ». Le communisme libertaire, le communisme anarchiste, bien différent de la caricature monstrueuse mise en place derrière le rideau de fer est une des voies qui mène à la juste répartition des richesses entre tous. C'est le sens profond de notre combat.

ENQUETE
RICHES ET PAUVRES
P. 4 et 5

T 2137 - 818 - 10.00 F



F°P. 2520

L'APRES-GUERRE

La victoire en déchantant

On ne dira jamais assez l'inconscience flagrante de cette guerre du Golfe dont les opérations militaires se sont terminées il y a quelques jours. Dans un monde arabomusulman dominé par un mode culturel archaïque fondé sur une lecture littérale du Coran et des applications rigides de la Charia, l'Occident a choisi de détruire un des rares pays arabes à avoir pris un tant soit peu le parti de la modernité, l'Irak, avec le soutien gourmand des barbus saoudiens ou du dictateur syrien. Ce choix était, bien évidemment, celui du pétrole, celui du contrôle de l'énergie. Mais c'était aussi le choix de la revanche, sous couvert onusien, le choix de l'impérialisme occidental.

Primauté américaine

Sous la direction des Etats-Unis, maîtres d'œuvre de la coalition, cette guerre remplissait en fait deux objectifs : laver l'affront, encore trop présent dans la mémoire américaine, de la guerre du Vietnam et montrer au monde qu'il n'y a plus qu'une seule et unique puissance mondiale, les Etats-Unis. La stratégie

(suite en page 3)



Des citoyens koweïtiens manifestent à Londres leur soutien au cheik Jaber. © Harvey/Sipa press

RICHES ET PAUVRES

Réduction des inégalités : échec et mat

AVANT les années 1980, tout était relativement simple. Le monde était divisé en deux. Les Etats-Unis et l'URSS se partageaient l'univers et la France vivait aussi à l'heure de la bipolarisation. D'un côté, les propriétaires, les nantis défendus par la droite du grand capital, de l'autre, les prolétaires, les petits, les pauvres... bref les exploités, défendus par les partis de gauche (PS et PCF). Il ne faisait aucun doute que la victoire des seconds sur les premiers ferait tout capoter et que les inégalités tendraient à disparaître.

Après dix ans de pouvoir socialiste, le constat est amer. Loin de réduire les inégalités criantes, la gauche n'a fait que les accentuer. Et oui, la gauche, dans ce domaine n'a fait qu'empirer les choses !

Le mythe égalitaire de la gauche s'est dissipé dans les réalités d'un système économique : le libéralisme.

Les riches toujours plus riches...

Les riches sont toujours plus riches... Qu'on en juge : aujourd'hui, 10% des Français les plus riches possèdent 54% du patrimoine national, ce qui équivaut à 17 000 milliards de francs. A l'autre bout de l'échelle, les 10% plus pauvres se partagent les miettes du gâteau, soit 0,12%. Alarmant et choquant.

L'on ne cesse de nous parler de la fin des idéologies, de la mort des révolutions et de la

disparition de la lutte des classes. « Vive la crise ! » s'écriait à la télévision française Yves Montand, ministre ex-stalinien reconverti en VRP du laissez-exploiter... A grand renfort de publicités, de shows médiatiques, on essaye de nous convaincre que finalement, si ce n'est pas le meilleur des mondes, ben y faut, quand même, pas trop se plaindre. *Toujours plus*, de François de Closet nous culpabilise, nous, pauvres fonctionnaires, petits profs qui voulons toujours davantage. Cette culpabilisation d'une partie de la population syndiquée et revendicative s'accompagne de la déculpabilisation des nantis.

Nous sommes à l'heure du fric roi, ou l'on étale sa réussite professionnelle, son argent, sa voiture. *Money is beautiful*.

En 1989, les immatriculations des voitures de luxe : Jaguar, Porsche, Ferrari, BMW, « de plus de 17 chevaux ont augmenté de 30%, pour atteindre le seuil fatidique des 10 000, près de 10 fois plus qu'en 1984 » (*L'Evénement du jeudi*, du 22 au 28/03/90).

Les valeurs boursières, elles, se sont envolées, malgré le krach de 1987. Ainsi, le rendement des actions est monté de + 37,73% en 1988 et de 26,5% en 1989. Les revenus de l'immobilier à Paris sont à la hausse en 1989 de 20,4% contre 16,6% deux ans plus tôt (rapport du Centre d'études des revenus et des coûts - CERC). Dans ces conditions, il devient impossible de se loger dans la capitale. Les expulsés du 20^e arrondissement en témoignent (Ndlr : les mal-logés de la place de la Réunion). Ainsi, Paris devient la rési-

dence des privilégiés. De 1962, 1982, la ville a perdu 45% de ses ouvriers et plus de 12% de ses employés.

Les pauvres toujours plus pauvres

Cette spéculation immobilière explique, en partie, l'endettement chronique de plus d'une famille sur deux. Le problème est tellement grave, qu'un projet de loi se penche sur la question. Les impayés de loyers et les dettes s'y attachant (électricité, eau, gaz...) atteignent des seuils alarmants, un peu partout, dans les grandes villes. Ne reste alors que le recours aux œuvres charitables : Restos du cœur, Secours populaire et consortis. On peut se demander quel avenir a le logement social. Celui-ci, qui représentait en 1980 45% de la construction neuve, n'en représente plus que 29% aujourd'hui. Cela touche évidemment en priorité la région parisienne. Mais la responsabilité du gouvernement socialiste ne se limite pas à la dégradation du logement.

Malgré un léger mieux au niveau des données du chômage - le nombre de demandeurs d'emploi a reculé pour passer sous la barre des 2,5 millions - il apparaît que les chômeurs restent en moyenne 377 jours à l'ANPE. De plus, près de 600 000 d'entre eux vivent avec moins de 2 000 francs par mois.

L'indemnisation des chômeurs n'a cessé ces dernières années de subir des baisses

importantes. L'introduction, dans le champ social du RMI (Revenu minimum d'insertion) a permis de prendre en compte certains exclus de la protection sociale, mais cela est loin de représenter la panacée. La pauvreté ne cesse de s'accroître. Un actif sur trois est frappé par le chômage et la précarité. Huit millions de personnes vivent avec moins de 50 francs par jour. A l'autre bout de l'échelle sociale, cent mille familles se partagent plus de 1 200 milliards de francs, somme supérieure au budget de l'Etat.

Le monde est ainsi fait, qui voit au même moment, l'enrichissement plus prononcé des plus riches et l'appauvrissement de plus en plus dramatique des plus pauvres. Rien, actuellement, ne laisse présager un renversement quelconque de cette tendance. Les profits des entreprises et donc des patrons et des rentiers ne cessent de grimper. Dans le même temps, le gouvernement empêche toute augmentation « excessive » des salaires pour ne pas perturber la reprise de l'économie nationale. Les cadeaux pour les riches et le serrage de la ceinture pour les autres. De même, ce n'est pas la politique d'imposition sur les grosses fortunes et l'héritage qui changera quoi que ce soit. La répartition sociale ne se fait pas et aujourd'hui, comme hier, les revenus sont les choses les moins bien partagées au monde. Il ne tient qu'à nous de trouver le chemin d'une autre société.

José Da Costa
(gr. Humeurs Noires de Lille)

LA REFORME ORTHOGRAPHIQUE EN QUESTION

Edulcorer ou éduquer ?

Les joutes, en matière orthographique, reprennent après une longue interruption. Dans un premier volet, René Berthier, correcteur de profession, nous dit ce qu'il pense de la réforme, dont il est question, et des arguments qui ont été avancés par ses partisans, dans *le Monde libertaire*.

PLUSIEURS contributions en faveur de la réforme de l'orthographe ayant paru dans *le Monde libertaire* il convient de comprendre les motivations de ceux qui militent en faveur de cette réforme, sans se laisser influencer par des arguments du type : « Il y a cent ans les libertaires défendaient une écriture phonétique », ce qui, en soi, ne saurait constituer une référence.

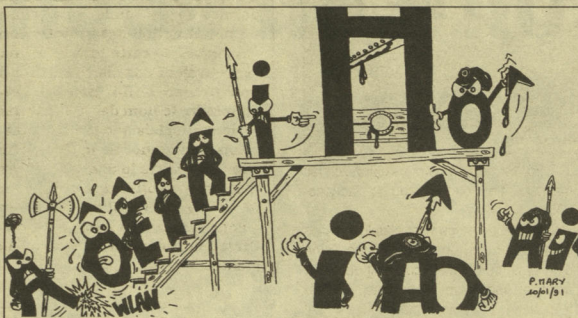
Les raisons invoquées en faveur d'une réforme radicale partent toutes du constat que la plus grande partie de la population ne maîtrise pas les règles de l'orthographe (elle ne maîtrise pas non plus celles de la grammaire, mais on en parle moins...). Les plus « extrémistes » allant même jusqu'à affirmer que la complexité de l'écriture est une manifestation de l'idéologie dominante visant à maintenir les privilèges de classe. Examinons d'abord ce point de vue « extrémiste ».

1.- La complexité orthographique définit comme moyen de domination de classe devrait se manifester dans toutes les sociétés qui connaissent les antagonismes de classes, les mêmes causes produisant en général les mêmes effets. Or ce n'est évidemment pas le cas. On ne peut guère affirmer que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne - pour ne parler que des pays dont les langues me sont familières et qui sont à peu près phonétiques -, ne connaissent pas d'antagonisme de classe. Pour maintenir cette thèse il faudrait donc expliquer que la complexité de l'écriture est un caractère spécifique de la domination de classe en France et alors ça nous conduirait loin...

2.- Si la complexité de l'écriture est un moyen pour préserver les privilèges de la

classe dominante, dans ce cas les classes dominantes françaises ont, au cours de l'histoire, montré une tendance (inconsciente, à n'en pas douter) à diminuer les antagonismes de classe, puisqu'elles ont tenté, maladroitement, certes, de dimi-

sance et aux effets qui en résultent ? L'objectif de la réforme étant de permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder à l'écriture - et, par extension, à la culture -, cet objectif serait-il atteint si cette réforme devenait effec-



nuer cette complexité (en supprimant des lettres qui ne se prononçaient pas, par exemple). De même, la tendance manifestée au cours des siècles à détruire les idiomes locaux, les langues régionales, participerait, selon cette logique, de la volonté de « démocratisation », non plus seulement en simplifiant la langue, mais en l'unifiant, l'unification étant alors une simplification d'un point de vue géographique. C'est, bien sûr, absurde.

Les arguments des réformateurs, ai-je dit, touchent au fait que la masse de la population ne maîtrise pas l'orthographe. En toute logique, la question qui vient à l'esprit est : Pourquoi ? Une seconde question se pose alors : la solution proposée est-elle en mesure de remédier aux causes qui provoquent cette méconnaissance ? En d'autres termes, le constat étant posé, faut-il édulcorer l'orthographe pour la rendre accessible à ceux qui la connaissent mal, ou faut-il éduquer ceux qui la connaissent mal pour leur rendre l'orthographe accessible ?

Point de vue « extrémiste »

Croit-on sérieusement que l'établissement d'une orthographe du français sur un modèle phonétique permettrait aux exclus de la culture d'y accéder ? Et par exclus de la culture je ne parle pas seulement de l'effarante masse de gens - des jeunes, en particulier - qui n'ont pas eu la moindre chance d'accéder à une culture générale, ne serait-ce que minimale - mais aussi de ceux qui ne sont pas des défavorisés, mais que cela n'intéresse pas ?

La réforme la plus radicale de l'orthographe ne modifiera en rien l'attitude actuelle face à la culture si l'ensemble des conditions existantes qui empêchent l'accès à cette culture ne sont pas modifiées. Je ne m'attarderai pas à faire le catalogue de ces conditions : paupérisme, chômage, banlieues sinistres, sous-équipement, abrutissement télévisuel, dessins animés japonais, bradage de l'éducation nationale, etc. La liste est longue.

L'attitude de ceux qui se font les défenseurs acharnés du statu quo au nom des traditions nationales immuables et de ceux qui veulent réformer radicalement l'orthographe, accorde à celle-ci une importance disproportionnée. Il est en effet schématique de dire que la méconnaissance de l'orthographe constitue un handicap majeur à l'expression écrite tandis que ceux qui la maîtrisent baignent dans la facilité. Les universités sont pleines de gens qui font vingt fautes dans un travail de huit à dix pages, ce qui ne les empêche pas de faire des études. Ce n'est donc pas essentiellement la maîtrise

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

REPONSE SUR L'ORTHOGRAPHE

La langue et le « socialysme »

Dans « Le circonflexe, l'Europe et le volapük » Patrick Combes - affublé d'un pseudo, faute de signature en bas d'article - tenait à montrer l'hyppocrisie de la réforme de l'orthographe décidée par le gouvernement socialiste. Son propos avait été l'occasion pour François Sébastianoff de réagir. Patrick Combes précise sa pensée, sans que cela puisse être assimilé avec un règlement de compte !

François Sébastianoff (ML n° 805), qui n'en est pas à une contradiction près, voit dans mon texte sur l'orthographe (ML n° 794), une entreprise de sauvetage de l'« écriture des mandarins » (sic). A-t-il bien lu ? J'insistais surtout sur les insuffisances du pouvoir, sur la tentation du pouvoir socialiste à légiférer de fait, quoi qu'il s'en défende, sur la langue (et non seulement l'orthographe, qui ne serait, pour certains, qu'une « enveloppe », un épiphénomène, etc.), la langue qui est et doit rester à la fois un bien commun (lequel doit échapper, par nature, au politique - sinon c'est le chemin ouvert à la « nov-langue » d'Orwell, à une techno-dictature qui fait des écrivains des « ingénieurs des âmes ») et un outil culturel dont la pérennité et la faculté opératoire ne peuvent nous laisser indifférents, sauf à en programmer la disparition ou le déclin en Europe (qui veut un sabir sans identité face aux puissances hégémoniques - face à l'anglais ?) Où est la « sacralisation » de l'orthographe dont parle François Sébastianoff ? Faute de penser le progrès, le PS prétend faire preuve de modernité en s'attachant à l'objet facile et spectaculaire de l'orthographe.

Au plan linguistique, je soulignais en revanche qu'il faut être, en effet, pragmatique et rectifier des abus, des aberrations, que la graphie française a une histoire parfois compliquée d'élitisme. Les modifications proposées sont donc, sans a priori, à passer au crible : certaines s'imposent, d'autres (le circonflexe) sont franchement gratuites, propres à la démagogie socialiste des bonnes âmes (Baudelot et Pécuchet et autres pédagogues de « gauche » appointés) qui s'aligne au fond sur le libéralisme culturel de la marchandise. Pragmatique aussi, le syndicat CGT des correcteurs (ici, la tradition anarcho-syndicaliste n'est pas morte...), par exemple, qui se prononce « à 85% contre » les rectifications arrêtées au J.O. (*Libération*, 7 décembre 1990)

Quant au symbolisme ambigu du mot « faute », nombre d'enseignants y ont songé depuis longtemps et cessé de culpabiliser leurs élèves sur ce terrain. ET d'accord pour l'usage des dictionnaires lors des examens et concours, mais deux derniers points : je note que François Sébastianoff souhaite que les erreurs de langue soient, elles prises en compte. Pourquoi ? Le droit au solécisme, au barbarisme, serait-il moins sacré, dans son système, que celui à l'erreur orthographique ? Au nom de quelle morale mandarinale, cher François Sébastianoff ? Enfin cet argument éculé : voyez les Italiens et les Espagnols, et leur graphie si simple, ils ne sont pas dépourvus pour autant d'une grande littérature ! Faux problème : c'est justement l'histoire de leur langue, spécifique, et on ne peut rien en induire s'agissant de la nôtre.

En fait, la question de l'orthographe, au sens strict, dans ses limites, est sans doute elle aussi un faux problème : les inégalités scolaires et sociales n'en sont pas le produit. Une écriture phonétique (pour le « droi d'écrire » kwa, koman ?) ne ferait pas que les classes-ghetto de banlieue ou les khâgnes de Louis-le-Grand disparaîtraient - et avec elles l'école et la société à deux vitesses.

S'il fallait modifier aujourd'hui, utilement, un seul mot, ce devrait être au moins « socialisme » - celui de l'Est et celui d'ici, pour en signifier ainsi tous les échecs, le sens désormais obsolète, en le marquant d'un petit signe diacritique qui dise d'écart, l'archaïsme : « socialysme », par exemple - et ne plus le confondre, dans sa graphie conservée, avec ce qui doit rester un projet et une lutte.

Et pourquoi pas reprendre (le ML y est récemment revenu...) l'ancien mais utile débat sur une langue internationale qui, dans l'intérêt commun, s'est efforcée d'emblée, hors de l'idéologie (?), sans pesanteur historique, d'aller au plus simple, au plus opératoire : l'esperanto - la seule, soit dit en passant, qui désigne d'un beau mot l'ami - en-idée et le concept de ce partage : samideano...

Pour finir : ces discussions un peu frileuses sur la langue, dont on laisse entendre qu'elles semblent, dans les pages du *Monde libertaire*, si académiques, la distraction d'esthètes vaguement désœuvrés, si mondaines en regard de l'actualité politique - ces discussions ne sont-elles pas aussi, pour les libertaires, parce que nous pensons avec et dans le langage, au cœur des choses ?

Patrick Combes

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

de l'orthographe qui les distingue de ceux qui ne font pas d'études, mais d'une part l'acquisition d'un savoir et de l'autre la maîtrise d'un nombre incomparablement supérieur de mots, qui leur permet de faire plus d'associations d'idées, d'exprimer leur pensée de façon plus précise, plus nuancée, plus rigoureuse. Il reste cependant que leur méconnaissance de l'orthographe et de la grammaire finira pas tracer une limite à leur capacité d'expression. Dans la pratique cela signifie ceci : un enfant maîtrisant mal l'orthographe mais issu d'un milieu cultivé, et possédant un vocabulaire étendu, est socialement moins handicapé qu'un autre du même âge, vivant dans un milieu dont le vocabulaire est beaucoup moins étendu, même si ce deuxième enfant maîtrise mieux l'orthographe que le premier.

L'insistance mise à réclamer une réforme de l'orthographe est sans doute le meilleur moyen de ne pas aborder le vrai problème, qui ne se situe pas au niveau

de l'apprentissage mais à celui de l'enseignement. Et je ne fais pas seulement référence au personnel enseignant et aux méthodes pédagogiques, mais à l'institution scolaire dans son ensemble et aux choix politiques qui y président.

Ce n'est pas parce que le français n'est pas une langue phonétique qu'une masse croissante de gens est incapable d'acheter une boîte de petits pois ou de haricots s'il n'y a pas de petits pois ou de haricots représentés sur l'étiquette. Ce n'est pas parce que le français n'est pas une langue phonétique que tant de gens demandent aux vendeuses des supermarchés de rédiger le chèque avec lequel ils paient. Ce n'est pas parce que le français n'est pas une langue phonétique que des gens ne sont pas fichus de remplir un formulaire, que les pharmaciens remplissent les feuilles de sécu et collent les vignettes, que des passants vous arrêtent pour vous demander de lire un nom de rue...

A suivre

LA REUNION - VAULX-EN-VELIN

La faillite du système

Le 24 février, prenant prétexte de l'interdiction d'émettre faite à une télévision pirate locale, les habitants d'un quartier de Saint-Denis-de-la-Réunion ont déclenché une véritable émeute. Le lendemain, ils s'attaquaient aux magasins, en voulant détruire les inégalités sociales. Banques, supermarchés étaient pillés.

L'île de la Réunion n'est désormais plus, dans l'image qui en est donnée, ce paradis du tourisme, qui nous était habituellement présenté. Cette petite île de l'océan Indien, confetti de l'empire colonial français, est et a toujours été véritablement « tiers-mondisée ». Nos chers médias l'avaient eux-mêmes, c'est le département français où le fossé social est le mieux creusé : on y trouve le record du nombre de personnes payant l'impôt sur les grandes fortunes et le record du nombre de bénéficiaires du RMI (versé à un quart de la population de l'île). Le quartier du Chaudron, où on eut lieu les événements, est digne de la comparaison avec les cages à lapins du ghetto de Vaulx-en-Velin. Quand on sait que là-bas un smicard, ayant trois enfants, touche la même somme (à 80 F près) qu'un RMIste, que le SMIC local vaut 3 500 F par mois, que 75% de la population devrait toucher le RMI s'il était accordé comme en Métropole..., on ne s'étonne plus de ce qui s'y passe !

L'exploitation à grande échelle de la canne à sucre a évidemment empêché le



Un entrepôt réunionnais en flammes. © D. Hermann / AFP

développement d'une économie d'auto-subsistance. Seuls les fruits et légumes, le sucre (en baisse), et le commerce parviennent difficilement à maintenir à flot une économie locale déjà fortement soutenue par l'Etat.

Les habitants du Chaudron, à qui on veut imposer un niveau de vie « métropolitain », alors qu'ils n'en ont pas les moyens, auront beau réclamer qu'on s'occupe d'eux et « manifester » contre les inégalités sociales, l'Etat réagit comme bien entendu en bon gardien de la propriété : son premier réflexe aura été d'envoyer 150 gendarmes mobiles en renfort. Après

la chirurgie aux bombardiers lourds, on fait maintenant du « social » au gaz lacrymogène.

Mais ces émeutes vont plus loin : elles expriment aussi une révolte, une haine d'un système qui n'est construit que pour annihiler l'individu et réprimer toute tentative de critique de ce système. Rejoignant les habitants du Mas-du-Taureau, à Vaulx-en-Velin, ils expriment, eux-aussi, leur désespoir et leur volonté de détruire les ghettos dont ils ne peuvent être que les victimes. Ils nous montre la faillite d'un système qui ne veut que les détruire.

Vincent C. (gr. Dejacque de Lyon)

Souscription

Les éditions du Monde libertaire lancent une souscription en vue de la publication des deux prochains ouvrages :

— **Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale**, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

— **Écrits sur le fascisme (dont la Contre-révolution préventive)**, Luigi Fabbri. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les deux ouvrages, en souscription, coûtent 200 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

ERRATUM

Belle bourde, que nous aurions du mal à faire passer pour un « poisson d'avril »...

Belle bourde, que celle vue en page 7, du Monde libertaire n° 817, où il était annoncé un spectacle de Marie-Josée Vilar, vieux... d'un an.

L'un de nos rédacteurs, emporté dans son élan idolâtre, nous a glissé par mégarde l'annonce.

Pour nous faire pardonner, et en espérant que cette fois-ci l'info est correcte,

nous vous annonçons l'édition du dernier disque de Marie-Josée Vilar, Temps calme.

Ce disque sera présenté, en avant-première le 26 mars, à 13 h, à la FNAC-Défense.

Une rencontre avec Marie-Josée Vilar doit, par ailleurs, avoir lieu à la librairie du Monde Libertaire, à 16 h 30, le 30 mars. Elle sera, le même jour, sur R-L dans l'émission « De bouche à ortel ».

La victoire en déchantant

(suite de la Une)

américaine de reconquête de sa crédibilité comme puissance mondiale a commencé il y a dix ans, sous Ronald Reagan, en particulier avec des actions comme l'invasion de la Grenade, en 1983, le bombardement de Tripoli en 1988 et le coup d'Etat au Panama en 1990. Cette guerre du Golfe, qui mobilisait le plus grand rassemblement militaire occidental depuis la deuxième guerre mondiale, était l'étape suivante du processus.

Déséquilibre général

Si le Vietnam avait montré un tiers monde capable de résister à l'Occident, cette guerre du Golfe avait comme objectif de rétablir le rapport des forces tel qu'il est envisagé en Occident. Le tiers monde n'a qu'à bien se tenir ! Les Etats-Unis sont garants de l'ordre international, de ce nouvel ordre qu'ils ont construit seuls, ou avec la complicité d'une Europe effarouchée par la fin de la guerre froide et des régimes pétroliers qu'ils soutiennent dans le tiers monde.

Le deuxième objectif était d'enterrer la fin de l'Union soviétique au rang des grandes puissances. L'hégémonie américaine est maintenant un fait acquis, fort d'une victoire totale sur le pays qui a osé contester cette prétention américaine. Le nouvel ordre mondial cher à M. Bush est un ordre centré sur les Etats-Unis, sous leur direction, sans contre-pouvoir, sans équilibre.

Le premier lieu du déséquilibre est bien évidemment le Proche-Orient, où le « droit international » vient de rompre l'équilibre des forces militaires entre les pays arabes (dont l'Irak) et Israël, sans pour autant apporter la moindre solution au problème palestinien. Face à un Irak puissamment armé, Israël aurait pu

être amené à composer et à négocier. Aujourd'hui, les Etats-Unis et Israël cherchent à engager des négociations qui excluraient les palestiniens, ou tout au moins leur représentant : l'OIP, qui paierait ainsi son refus de la guerre. Autre déséquilibre, la surpuissance militaire syrienne, occupant le Liban, qui n'a plus ce frère ennemi pour limiter ses ambitions hégémoniques, mais a reçu, comme première gratification pour sa participation à la coalition, le contrôle de tout Beyrouth. Se greffent sur ces éléments les ambitions de la Turquie et le problème de Chypre, toujours occupé.

Mais le déséquilibre va plus loin : tous les pays n'ont qu'à bien se tenir sous la haute surveillance des Etats-Unis. Ce qui est valable au Proche-Orient l'est aussi ailleurs, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie. Prière de plaire aux deux gouvernements américains : celui de Washington et celui de New York (ONU !). Cette guerre consacra par ailleurs la non-existence autonome de l'Europe, juste capable de suivre sans nuance ni réserve le grand frère américain.

Cette crise va entamer les relations entre le monde arabe, certes divisé sur le plan politique, mais unis dans le principe et dans sa pensée culturelle, et l'Occident, incapable de faire passer le domaine culturel, fondamental à long terme, avant le domaine économique à court terme. S'il n'y a pas de règlement rapide du problème palestinien, le monde arabe dans son entier comprendra que le droit international n'est pas le même pour tous, que le pétrole passe avant le droit à l'existence de tout un peuple. Le fossé d'incompréhension entre les peuples arabes dominés par un islam anti-occidental et l'Occident considéré comme impérialiste risque de se creuser, faute d'avoir voulu réfléchir avant de faire parler les armes.

Cette crise marque la fin de la pensée en Occident, et l'on peut craindre le pire

Interpellation pour propagande antimilitariste

Mardi 26 février 1991, j'ai été placé en garde à vue par la gendarmerie de Sucy-en-Brie (Val-de-Marne) pour avoir collé le journal mural *La Nausée*, édité par la liaison Sucy-Ormesson. Journal qui traitait de propagande antimilitariste. Ils ont pu réaliser cette opération grâce à l'aide d'une « fiquette » municipale, qui a vu les militants libertaires coller, et qui a relevé le numéro de la voiture, afin de nous dénoncer en toute conscience, le soir même.

Là-bas, j'ai appris que des procès-verbaux ont été dressés contre nous depuis le mois de juin 1990, date à laquelle a débuté notre travail sur la région. Ces procès étaient basés sur des photos d'affiches que nous avions collé depuis cette date (affiches antimilitaristes ou non).

A l'origine, la gendarmerie voulait me faire supporter une accusation de critique antimilitariste en temps de guerre (dont un appel à l'insoumission et à la désertion). Mais le parquet de Créteil les ayant informé que nous n'étions justement pas en temps de guerre (sic), les gendarmes ont retenu le motif suivant : « incitation par voie de presse à crimes et délits » (passible de correctionnelle).

Au cours de cette interpellation, ils ont saisi un stock d'affiches, qui se trouvaient dans la voiture, et ils m'ont pris en photo pour alimenter leur fichier. Enfin, ils ont cherché, au cours de l'interrogatoire, à apprendre le nom des copains qui collaient avec moi : peine perdue, je ne me rappelais que les prénoms ; c'est dommage, non ?

Laissons le mot de la fin au chef des pandores, qui après avoir cherché à connaître le nom du chef (sic) de la Fédération anarchiste a eu ce bon mot : « coller des affiches interdites cela veut dire imposer ses idées ! ». Ah bon, s'il le dit, mais interdire les affiches cela signifie quoi ?

Pour l'instant, l'inculpation n'est pas prononcée, et le parquet de Créteil doit décider de la suite à donner à cette interpellation. Alors à bientôt.

Patrick (gr. du Val-d'Yerres)

EN BREF

CNT-AIT DU DOUBS

Un stand est tenu à la fête de Lutte ouvrière, les 9 et 10 mars 1991, à la halle polyvalente de Montbéliard.

PERMANENCE DU MOC

Le Mouvement des objecteurs de conscience tient une permanence chaque samedi de 11 h à 17 h, au 24, rue Crémieux (M^o Gare-de-Lyon), 75012 Paris. Tél. : (1) 43.41.91.80. Minitel : 36 15 MOC.

pour l'après-guerre. L'incapacité à opposer l'intelligence à la force, et l'absence d'analyse des conséquences prévisibles de ce conflit caractérisent le « débat » autour de la guerre : le classement facile entre les pacifistes alliés de Saddam Hussein et les « pacifiques » défendant le droit international par la guerre. Les premières victimes de la guerre sont les idées : faute d'arguments à leur opposer, les pacifistes étaient des « munichois », des complices du nouvel Hitler qu'est le tyran Saddam et des anti-américains primaires. Je doute que le caractère primaire soit du côté que l'on croit. Car c'est bien dans des médias favorables, sans nuance et jusqu'à l'abjection, à la guerre que l'on a considéré les gens assez stupides pour avaler toutes les couleuvres mensongères des images télévisées. La manipulation, repas quotidien des télévisions charognardes, a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer.

La fin de la pensée

Cette guerre s'est faite entièrement sur le principe de la manipulation. Déjà, au départ, les Etats-Unis font croire à l'Irak qu'il peut envahir le Koweït en comptant sur la neutralité américaine (1). Ensuite, ils manipulent l'ONU jusqu'à obtenir le feu vert pour la guerre. La manipulation s'étend aux opinions publiques : on parle de guerre pour le droit, le bien contre le mal, et on diabolise le dictateur irakien à outrance, allant jusqu'à le traiter de nouvel Hitler. On surestime l'armée irakienne pour justifier l'ampleur des moyens mis en œuvre pour faire la guerre, et pour justifier une guerre qui va au-delà des résolutions de l'ONU. Puis, ce sont les désinformations en tous genres : chiffres faux, images d'archives présentées comme actuelles, communiqués de victoire exagérés, minimisation des victimes, etc. On se

félicite aujourd'hui du peu de victimes — dans les rangs coalisés, bien entendu — mais on annonce plusieurs dizaines de milliers de victimes civiles et environ 60 000 militaires irakiens. Peut-être ne faut-il pas les considérer comme des victimes... Peut-être ne faut-il pas considérer les destructions massives dues aux 100 000 raids aériens des coalisés comme des destructions, mais seulement comme des accidents ? L'étendue de la désinformation médiatique a atteint des limites flagrantes. Les journalistes sont eux-mêmes devenus des censeurs, manipulés par cette société de contrôle que dénonce Gilles Deleuze (2) : le SIRPA n'est pas seul responsable des manipulations, les journalistes en ont encore rajouté après lui.

Fichez-nous la paix !

Le nouvel ordre mondial qu'on nous annonce ne semble être en fait qu'un nouveau désordre, un déséquilibre complet, sous la forme d'une *pax americana* qui n'a rien à envier à la célèbre paix romaine antique. Il ne s'agit pas d'une paix, mais d'un terrorisme d'Etat appliqué à l'ensemble de la planète, d'une prise d'otages généralisée. Il convient de lutter contre ce nouveau régime politique mondial.

M. Bush se considère comme le garant de l'ordre, du droit et de la morale, à l'échelle internationale. Il se prend pour l'instituteur dont les nations seraient les élèves. Il punit et récompense comme un instituteur fin de (XIX^e) siècle. Mais, quand un enfant fait une bêtise dans une classe, lui fracasse-t-on la tête contre les murs pour le ramener à la raison ?

Victor Lapp

1. Cf. le livre de Pierre Salinger et Eric Laurent : *Guerre du Golfe*, Ed. Oliver Orban, 1990.
2. Gilles Deleuze : *Pourparlers*, Ed. de Minuit, 1990.

RICHESSE : VIVRE L'OPULENCE

Mais que font-ils de leurs sous ?

Les années 80 ont marqué le retour en force du culte effréné de la réussite sociale, du gagnant et des grosses fortunes. La démesure est de mise, et les milliardaires (en dollars pour quelques-uns) s'affichent dans les colonnes des magazines. Sans être tous mégalomanes, certains dépensent, tout de même, en quelques heures des sommes astronomiques, qui correspondent à des années de salaires d'un smicard (autour de 5 000 F par mois). Voici le panorama de quelques grosses fortunes et de la manière de dépenser de ces hommes et femmes, qui comptent parmi les hommes les plus riches de la planète :

— Friedrich Karl Flick, richissime héritier allemand (2,4 milliards de dollars), vit dans une forteresse équipée d'un abri anti-atomique, au milieu de ses 120 domestiques. Bonjour l'intimité... ;

— Le magnat américain Malcom Forbes, une des fortunes les plus mégalomanes du monde, dépensa, pour fêter ses soixante-dix ans, plus de 2 millions de dollars (ce qui représente, même avec la baisse du dollar, l'équivalent de la paye d'un smicard pendant près de 166 ans). L'atmosphère devait transpirer l'argent. Qu'on en juge : plus de 700 invités, qui possédaient, réunis, entre 40 et 50 milliards de dollars. La fête fut grandiose et digne d'un empereur romain aux moeurs orgiaques : 600 danseuses, 271 serveurs, 274 cavaliers et 120 gardes du corps. L'histoire ne dit pas ce qu'ils mangèrent, mais cela ne devait pas être des pâtes. On le voit, nos milliardaires claquent leur fric sans aucun complexe ;

— Léo de Lignac, richissime hollandais de 71 ans, lui n'a dépensé que la « modeste » somme de 10 millions de francs pour l'organisation de sa grande fête décadente sur une plage de ce paradis pour milliardaires qu'est Saint-Tropez ;

— John Kluge, 75 ans, la plus grosse fortune américaine, selon le magazine *Forbes* (plus de 5 milliards de dollars, soit la paie d'un smicard pendant 416 666 ans) s'offre avec ses économies un domaine de 40 000 hectares et se fait servir par des noirs habillés à l'ancienne... Ah, le temps de l'esclavage !

— Leona Helmsley, Américaine, elle aussi, femme de l'empereur des gratte-

Elisabeth II d'Angleterre, l'une des plus grosses fortunes au monde. © Dalmas/ Sipa press



ciel. Il en possède plus de 600, dont l'Empire State Building, l'Hôtel Windsor, le Carlton Palace. Elle s'est offert un petit manoir de 28 pièces... Coût de l'opération : 11 millions de dollars. Les aménagements, dont l'installation d'une piscine couverte, ont totalisé plus d'un million de dollars... Une pécadille en comparaison de sa fortune évaluée à quelques 5 milliards de dollars. Toute cette manne n'empêche pas Leona Helmsley d'être condamnée avec son milliardaire de mari à 4 ans de prison pour... fraude fiscale. On croit rêver...

Donald Trump... le roi des mégalos

Finissons le tour d'horizon, en ce qui concerne les Etats-Unis, pays du capitalisme au goût sauvage, par le plus mégalomane d'entre tous, le dénommé Donald Trump, alter ego de notre Bernard Tapie national, le roi du béton new-yorkais qui pèse environ 2 milliards de dollars. Il n'est certes pas le plus fortuné, mais certainement le plus ambitieux. La Trump Tower, son bijou de Manhattan de plus de 68 étages, abrite une fontaine de 2 millions

de dollars. Son appartement est évalué à près de 10 millions de dollars (approximativement égal à 25 000 loyers de F2 à 2000 F). Le living mesure 30 m de long et l'appartement, décoré à la romaine, totalise 2 000 m². Lorsque l'air de la ville devient oppressant, Mister Trump peut toujours se réfugier à la campagne dans sa « ferme » de quarante-cinq pièces, située dans le Connecticut, ou dans sa maison de Floride, qui contient une centaine de pièces et comporte un terrain de golf privé.

Outre son super-Puma, hélicoptère ultra-moderne, Donald Trump a le choix pour ses déplacements entre un Boeing 727, une Cadillac de plus de 80 000 dollars et son yacht de quelques 47 millions de dollars (le SMIC pendant 4 166 ans), nommé Trump Princess, mégalomanie oblige !

Mais les milliardaires n'habitent pas tous, loin s'en faut, les Etats-Unis. D'autres continents révèlent d'immenses fortunes. L'Asie, pays de contrastes, recèle quelques exemples époustouflants :

— Ainsi, Tsai Wan Lin, habitant de Taïwan, la Chine capitaliste, se révèle être la 6e fortune mondiale avec 9 milliards de dollars, soit plus du double de l'émir du Koweït, qui ne passe pourtant pas pour être un homme pauvre ;

— De même, Winston Wang, lui aussi Taïwanais, propriétaire de Formosa Plastic et leader mondial des produits de résine en PVC, est l'heureux détenteur d'une fortune de 4 milliards de dollars.

Les Français de tête

En comparaison de ces géants financiers, nos milliardaires de l'Hexagone apparaissent presque comme des parents pauvres. Ils n'en sont pas moins tape-à-l'œil :

— Bernard Tapie, qui pèse environ 1 milliard de francs, fortune acquise en dix ans comme croque-mort des entreprises moribondes et sauveur des entreprises rentables, cultive l'extravagance et les grosses dépenses. Il s'offre des yachts, un jet privé, des hôtels particuliers, des toiles de maîtres, un club de football, et maintenant une place de député. A quand la Présidence de la République ?

— Jackie Setton, moins connu que le précédent, a fait fortune en important en France la marque de matériel hifi Pioneer. Son patrimoine est évalué à quelques

400 millions de francs. Ce nouveau riche ne se prive pas des signes extérieurs de richesse. Il est ainsi l'heureux propriétaire d'un château Louis XIII dans les Yvelines, château entouré d'un parc de 110 hectares et d'une île au large de Bonifacio, en Corse. Fanatique des courses de Formule 1, il en possède une quinzaine qu'il fait tourner sur son circuit personnel. Pour se déplacer, Setton utilise une Ferrari, mais aussi le bijou de sa collection, un immense yacht de 62 mètres de long, baptisé *La Belle France*.

On le voit, le partage des richesses est loin d'être à l'ordre du jour. Certains possèdent des richesses considérables, quel qu'un disait : « on est riche lorsqu'on arrive plus à dépenser les intérêts des intérêts, que rapporte le capital », alors que d'autres se morfondent dans la misère, démunis de tout, et s'entassent dans les villes et les bidonvilles du tiers monde, en se demandant de quoi sera fait le lendemain. Il viendra un jour ou ceux-ci, nous n'en doutons pas, se lèveront pour demander à profiter, eux aussi, des formidables potentialités de l'économie mondiale. Gare à ceux qui ne tendront pas l'oreille...

José Da Costa
(gr. Humeurs Noires de Lille)

Chaque samedi,
de 11 h 30 à 14 h 30,
écoutez
« La Chronique
syndicale »
(l'actualité sociale
de la semaine)
sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM - Paris)

EUROPE

La « Charte sociale »

CHAQUE pays est un cas particulier du point de vue de son degré d'industrialisation, de son endettement, de l'état d'avancement de réformes économiques (privatisations, nationalisations), de la crédibilité du gouvernement et donc du soutien dont il bénéficie au plan interne : chaque gouvernement de la CEE a, de même, ses propres raisons pour retarder la signature d'une « Charte sociale européenne » ou pour voir son application retardée. Thatcher, en son temps, ne souhaitait pas être obligée d'offrir ce qu'elle avait depuis des années refusé aux travailleurs en s'aidant de matraques comme en ce qui concerne les mineurs.

Dans certains cas ce sont les syndicats qui s'inquiètent comme en Allemagne. Il pourrait y avoir une remise en cause d'avantages acquis au cours de luttes contre le patronat. Les entreprises allemandes de plus de 2 000 personnes doivent faire siéger les syndicats dans leur conseil d'administration. Sans protection de ces acquis, il suffirait après l'ouverture de mettre le siège social de l'entreprise à l'étranger pour se débarrasser des syndicats.

La « Charte sociale » adoptée, quelque soit sa forme, son contenu, ne régle pas les problèmes sociaux dans chaque pays membre de la CEE. Il y aura peut-être uniformisation de la misère (RMI, Minime...). Et si, par hasard, la logique de cette charte était d'avoir un plus pour ceux qui travaillent ou ceux qui ne travaillent pas, rien ne permet au Parlement européen

d'obliger un Etat membre de tout mettre en œuvre pour que ce droit soit effectif.

En effet, tant au niveau national qu'europpéen, ce sont les luttes politiques qui mènent les humanistes en bateau. A propos de cette belle « charte sociale », discutée en hauts-lieux et désirée par la droite et la gauche, les politiciens ont oublié de demander leur avis aux personnes concernées directement. Simone Veil, tête de liste centriste aux élections européennes et ex-présidente du Parlement européen, déclarait : « Je suis pour une harmonisation des systèmes de protection sociale ». En cela, elle copiait Jean-Michel Belorgey (PS), secrétaire à la commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale, qui défend le même point de vue. Quand on sait qu'il a été l'initiateur du RMI pour la France, ce Revenu de misère institutionnalisé, on comprend pourquoi Simone Veil s'intéresse au social !

Pour Jean-Michel Belorgey, « Une pensée sociale, c'est d'avoir une pensée originale du fonctionnement de la société... » (par le biais du RMI, au niveau européen ?). Son propre bilan du RMI nous éclaire ! « D'un côté certains ont trouvé qu'on innovait trop, de l'autre, on n'a pas trouvé grâce auprès des penseurs d'un revenu social traduisant l'aveu par la société de son incapacité à faire travailler tout le monde et sa volonté d'en tirer les conséquences. » (Jean-Michel Belorgey).

Bernard
(gr. Humeurs Noires de Lille)

Qui sont les riches ?

L'Expansion réalise chaque année le classement des 100 Français les plus riches.

Voici le palmarès de 1987 :

- 1) Liliane Bettencourt : 9 milliards de francs
- 2) Madeleine Dassault
- 3) Serge Dassault
- 4) Claude Dassault
- 5) James Goldsmith
- 6) Michel-David Weill
- 7) Robert Hersant
- 8) Edmond de Rothschild
- 9) Pierre Cardin
- 10) Francis Bouygues : 2 milliards.

Les quatre-vingt dix autres ont une fortune comprise entre 300 millions et 1,6 milliards. Parmi eux, citons :

- Jean-Marc Vernes, Pdg de Béghin-Say
- Jérôme Seydoux, Pdg des Chargeurs réunis
- Pierre Bergé, Pdg d'Yves Saint-Laurent, Maxim's, administrateur de l'Opéra-Bastille...

Signalons qu'en 1983, 142 personnes jouissaient d'un patrimoine imposable supérieur à 100 millions ; 941 personnes entre 30 et 100 millions ; 58 889 entre 3 et 5 millions.

En 1982, 101 050 personnes payaient l'impôt sur les grandes fortunes.

PAUVRETE : VIVRE LA PRECARITE

RMI : le revenu de misère insuffisant

On s'en souvient encore avec émotion : nous sommes en novembre 1988... L'hiver s'annonce rude... Mitterrand, fraîchement réélu a tout prévu : fini les clochards, les sans-domicile-fixe comme on dit, qui s'entassaient et meurent de froid sur le pavé de la capitale. Il va falloir nettoyer tout ça. Ras-le-bol les pauvres ! Et vive les RMIstes !

Et dans un bel élan magnanime, tous les parlementaires, ou presque, déposeront d'un geste auguste leur bulletin de vote favorable au projet dans l'urne républicaine. Bigre ! Se donner bonne conscience pour pas cher, qui s'en priverait ? Une auréole de sainteté, ça brille, et tout ce qui brille plaît au peuple, c'est bien connu !

Bilan deux ans après : les pauvres n'ont pas disparu de l'Hexagone, les chômeurs cherchent toujours du boulot et la France n'est toujours pas le paradis qu'elle prétend être. Ah mais maintenant, nous savons qui sont « nos » pauvres : jeunes, seuls, sans ressource ni instruction, voilà leur portrait type selon *le Monde* (1). Belle victoire ! Mais les principales critiques que les anarchistes et un mouvement de chômeur naissant faisaient alors de « la plus importante avancée sociale depuis 1936 » comme l'appela Michel Rocard, ce revenu de « misère institutionnalisée », comme nous l'appellerions plutôt, ces critiques, donc, restent valables.

Comment ne pas s'inquiéter de la modestie d'un projet aux objectifs si ambitieux ? Pourquoi, en effet ne se contenter que de compléter les « revenus » du postulant RMIste, allocations familiales et spéciales comprises, jusqu'à 2 000 francs (plus 25 F d'étranges en janvier dernier, accordés par Tonton dans sa grande miséricorde), plus quelques miettes pour le conjoint et les gosses ? Pourquoi s'évertuer à institutionnaliser sa position de citoyen de 4^e zone, quémandant une place en 3^e classe ? Evidemment, il faut garder du fric pour que les militaires continuent à faire joujou avec leurs bombinettes et pour « nos » parlementaires avec leur secrétaire, me direz-vous. Et vous aurez raison ! De toute façon, moins on donne aux pauvres, plus ils vous en sont reconnaissant, c'est bien connu !

Mais 2 025 francs par mois (2 000 F, c'était au moins un chiffre rond, mais

là, ça fait franchement ridicule, non ?) c'est bien peu pour se réinsérer. C'est bien peu, ne serait-ce que pour manger, s'habiller et se loger quand la moindre chambre dans les grandes villes coûte de 1 000 à 2 000 F par mois. Et au regard de la politique du logement mise en œuvre actuellement ça ne risque pas de s'améliorer. Un revenu si bas ne permet donc pas vraiment d'avoir un logement décent, condition *sine qua non* de la réinsertion.

Le pourquoi d'un revenu minimum garanti

Le RMI est censé apporter un minimum de stabilité financière au bénéficiaire de l'allocation. Malheureusement, on a pu souvent voir des RMIstes perdre leur allocation pour 3 mois ou plus (leur dossier est revu tous les 3 mois) parce qu'ils avaient

lier. Autant s'écraser et se laisser « réinsérer ».

La réinsertion, parlons-en justement ! Ne parlons même pas du choix laissé au RMIste de sa formation, il n'existe pas. Mais au moins y-a-t-il formation ? S'agit-il de stages débouchant sur un métier, de quoi vivre ? *Que nenni !* Des contrats bouche-trous, au gré des besoins dans telles ou telles branches (2). On en vient même parfois à l'esclavage pur et simple. Ainsi à la Réunion, le préfet a décidé de supprimer l'allocation aux RMIstes qui refuseraient de couper la récolte de canne à sucre. Alors que, là-bas, les ouvriers agricoles, à 75%, travaillent au noir, au service de négriers qui selon l'INSEE les paient 10 francs de l'heure ! Bref, le RMI, comme on l'avait prévu, permet d'exploiter sans vergogne les précaires sous prétexte de charité publique.

Qui plus est, il a tué dans l'œuf toute tentative de révolte des précaires : en

Photo prise lors d'une manifestation en faveur des mal-logés, en juin 90. © Frilet/Sipa press



bénéficié d'une rentrée temporaire d'argent élevant leur revenu à un peu plus de 2 000 F. Les RMIstes non contents de leur aumône se voient ainsi sanctionnés et contraints de gérer un revenu complètement irrégulier.

1988, un mouvement de chômeurs, alors naissant, s'était constitué non pas autour du RMI, mais autour d'un projet de revenu garanti au moins égal au SMIC. Ce mouvement n'a pas survécu à la charité gluante de nos gouvernants.

Revenu minimum garanti... parce que garanti contre les abus de pouvoir des administrations, juste histoire de préserver la liberté des précaires et d'apporter à tous ceux qui en ont besoin de quoi vivre et entamer une formation qu'ils auront choisie. Ça ne veut pas dire une aide proportionnelle à l'« empressement » dont vous faites preuve pour vous réinsérer, selon les critères établis par ceux qui ont leur place bien au chaud dans les bureaux du pouvoir. Ça veut dire le droit pour tout le monde de vivre, de se loger ou de reprendre des études si le boulot vous gonfle ! Bref, ça veut dire pour

chacun d'avoir ce qu'il faut selon ses besoins. Aujourd'hui, on se félicite. On se dit : « maintenant, à peu près toutes les personnes susceptibles de toucher le RMI le reçoivent. C'est un beau succès, même si tous les allocataires n'ont encore pu entamer le moindre programme de formation ». Cette partie de phrase : « presque toutes les personnes susceptibles de toucher le RMI », ça fait loin du compte. Mis à part quelques paumés sans adresse, il reste quand même, et ils sont nombreux, tous les résidents étrangers depuis plus de 10 ans, qui seraient eux aussi en situation difficile. Ils ne font pas partie de ces personnes susceptibles de toucher le RMI puisque la loi le leur interdit. Tout comme les « jeunes » de moins de 25 ans (à 25 ans et 1 jour, vous devenez un « vieux » précaire, et vous avez droit au RMI pour votre anniversaire !), susceptibles, eux, d'aller faire le ménage dans les lycées, non plus en tant que TUC, mais en tant que CLE et autres CES (3). Il ne manquerait plus qu'on manque de jeunes chô-

INEGALITES

Le cas de la Grèce

1993 imposera de lourds sacrifices à une population habituée à vivre au dessus de ses moyens. Le taux d'inflation pourrait remettre en cause la participation de la Grèce aux opérations de rapprochement du système monétaire européen (SME). La Grèce, c'est actuellement moins de 2% de croissance par an, une dette extérieure supérieure à 40% du PIB et une inflation de 16% par an (soit trois fois la moyenne de la CEE).

En matière sociale, la crise s'étend. La Grèce connaît des grèves répétées : services de ramassage des ordures, employés de compagnies publiques (téléphone, chemins de fer...), employés des compagnies aériennes, banques. Selon certaines estimations, l'économie parallèle représente de 35% à 50% de la richesse nationale.

Les nombreuses réformes ébauchées avec enthousiasme en 1981 par le pouvoir socialiste ont rapide-

ment tourné court ou se sont lentement enlisées. Face aux difficultés, les gouvernements grecs, chacun à leur tour, annoncent une nouvelle cure d'austérité pour sortir le pays de la stagnation (mesures d'urgence pour l'ouverture du Marché unique européen - MUE). Pour M. Mitsotakis : « la Grèce est notre pays, l'Europe est notre avenir ». « La Grèce est très en arrière dans la course à 93 », suite aux 8 années de gouvernement du PASOK (socialiste). Mitsotakis a, par ailleurs, indiqué qu'à partir de 1991 serait supprimée l'échelle mobile des salaires. Toujours en 1991, les augmentations salariales seront réglées librement par des conventions collectives et pour clore le tout, de nombreuses entreprises contrôlées par l'Etat, qui posent problème, seront vendues au secteur privé.

Bernard (gr. Humeurs Noires de Lille)

meurs pour la prochaine crise lycéenne ! Si vous êtes étudiant et dans le besoin, ce qui arrive souvent, il vous faudra vous débrouiller avec votre bourse (si vous avez cette chance), les prêts étudiants et les boulots au noir proposés gracieusement par l'intermédiaire du très officiel CROUS. Et tant pis si vous rachez un maximum en transport et logement.

Bref, ce n'est pas des milliers ou des dizaines de milliers de précaires qui doivent encore recevoir un revenu minimum, mais une population beaucoup plus importante, et qui sait, vous peut-être ?

Ainsi, 2 ans après, le RMI ne s'est pas débarrassé de défauts qui auraient pu passer pour des erreurs de jeunesse, au contraire. Ses vices fondamentaux se sont affirmés. Les nouveaux pauvres sont toujours là. Des familles entières ont passé l'été sous des tentes en plein Paris, faute d'avoir pu payer leur loyer. Et on vient de passer un nouvel hiver avec les Restaurants du cœur, sorte de 5e roue bancaire du carrosse de notre démocratie casse-gueule.

Bertrand (gr. Humeurs Noires de Lille)

- (1) « Qui sont les pauvres », du 11 avril 1989.
- (2) cf « De la pauvreté en France », Ph. Lagouanelle (responsable du RMI), *le Monde*.
- (3) Contrat Emploi-solidarité, ou la solidarité inversée quand le précaire rend service au service publique ou au privé en bossant pour pas cher aux frais de l'Etat !

Qui sont les RMIstes ?

C'est en fait plus de 480 000 bénéficiaires qui reçoivent le RMI, ce qui en comptant les conjoints porte le nombre à plus d'un million de personnes. Le RMIste n'est pas le clochard alcoolique de 50 ans que l'on pourrait croire. Dans 57% des cas, c'est un homme jeune (moins de 35 ans), célibataire, sans enfant et sans formation (77% n'ont pas le certificat d'étude).

On compte beaucoup de femmes seules avec des enfants. Cependant le RMI ne touche pas tout le monde, loin de là. Les gens du voyage, les marginaux, les détenus et les moins de 25 ans en sont exclus.

Enfin, seulement un quart des RMIstes bénéficie d'un stage de réinsertion.

Sur les ondes de...
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM - Paris)

écoutez
« Extrême limite »
(l'émission des luttes
des chômeurs
et des précaires),
chaque jeudi,
de 9 h 30 à 12 h

NEW YORK, ALGER, PARIS...

Vingt ans après, deux Black Panthers à Paris

Come-back sur le passé avec cet article au sujet de deux Black Panthers américains vivant en France. Regard désabusé. Regard que nous propose Isabelle Lasserre, journaliste à l'hebdomadaire Courrier international.

C'est un immeuble quelconque, planté dans le vingtième arrondissement de Paris. L'ascenseur s'arrête au quatrième étage. A droite, on a laissé la porte entrouverte. Musique de fond, bouteille de vin sur la table. Au mur, une affiche accroche l'œil : liste et photo noir et blanc des prisonniers politiques américains. Ils sont là. Complices. George est sans doute le plus calme, le plus effacé des deux. Un regard doux, la quarantaine, mais un air presque enfantin. Don a l'air d'un géant. Posé, attentif, peut-être un peu méfiant, il caresse ses dreads locks qui tombent très bas sur ses épaules. Donald a 54 ans, mais en paraît à peine 40. On le croit d'abord plus virulent, plus militant que George. Il est arrivé il y a quelques mois du sud de la France. Pour faire un chantier. A Paris, il vit dans son camion.

Don et George sont Américains. Ils sont surtout d'anciens membres des Black Panthers, mouvement de lutte des Noirs américains pendant les années 70. L'un y a occupé pendant dix ans le rôle de « haut fonctionnaire », l'autre a, pour le compte de l'organisation, détourné un avion sur Alger, en 1972. Don et George sont deux anciens héros de la Révolution noire américaine, réfugiés en France où ils vivent depuis quinze ans comme smicards. Des paumés de la Révolution. Jugés, condamnés, exilés, ils continuent pourtant aujourd'hui, malgré tout, à croire à une lutte qui a conditionné toute leur vie, incapables de faire table rase d'un passé qui les poursuit. Un peu à contre-courant, mais toujours aussi virulents, ils essaient de réinventer de nouvelles formes de protestation, de nouveaux modèles de lutte et tirent les leçons des échecs et des réussites de l'épopée engagée par le Black Panther Party.

Flash-back. Fin des années 60 aux Etats-Unis. Dans tout le pays, les Noirs se soulèvent pour lutter contre la discrimination et le racisme. Manifestations, sit-in, émeutes. Le « black power » marche dans la rue. A l'avant-garde d'un mouvement très hétérogène, les Panthers Noires sont une des organisations les plus actives. Une devise : « l'auto-défense. Les Noirs doivent être armés. Le « way of life » américain liquidé ». Très vite, le FBI déclare la guerre aux Panthers, élabore un programme de destruction de l'organisation. Emeutes, répression, arrestations. Jusqu'à la capitulation. Don a presque fait carrière chez les Panthers. Membre du comité central, maréchal chargé des « choses militaires », il était aussi responsable du mouvement sur la côte Est des Etats-Unis. L'engagement au sein des Black Panthers est venu presque comme une « évidence ». « J'étais à l'époque directeur d'une société. Un nègre à succès. Mais je sentais cette misère des Noirs

autour de moi. J'avais besoin de faire quelque chose. Mais je ne savais rien, j'étais nul en politique. La Révolution ? Connaissais pas. Je ne lisais rien ». Et puis c'est le déclic. 1963, la grande marche des droits civiques sur Washington et le discours de Martin Luther King. « Deux semaines après, la réponse des racistes a été une bombe dans une église en Alabama ». Des morts, des blessés. Don bascule et choisit son camp. « Pendant presque dix ans, raconte-t-il, j'ai participé aux grandes batailles. J'ai sillonné tout le pays. Partout, j'apprenais aux gens des ghettos à manier les armes. Car dans mon pays natal, le Missouri, nous étions des paysans pauvres. Il fallait chasser pour manger. J'ai eu mon premier fusil à 8 ans, la chasse est devenue une passion. Alors lorsque les Panthers se sont formés, j'avais un véritable arsenal chez moi à San Francisco ». George, lui, a connu les mouvements de libération

« Si les choses ont évolué à la fin des années 60, elles ont régressé sous les présidences de Nixon et de Reagan »

alors qu'il était en prison. D'abord sympathisant des Black Muslims, l'organisation des musulmans noirs et de Malcolm X, il étudie, organise des grèves de la faim, et, rallié à la cause des Panthers en 1970, s'évade pour aller rejoindre le Parti.

Don et George n'ont pas la même histoire, mais leur vie, à tous les deux est édifiante. Une vie bâtie sur les ghettos, la misère, la ségrégation et le racisme. Mais aussi, car Don et George n'étaient pas des enfants de cœur, sur la violence, le militantisme et l'engagement « pour la cause ». Une vie qui les empêche d'oublier. « Tout ce qui entre dans ma tête, affirme Don, passe par le philtre de mon vécu américain ». Comme si leur existence, vingt ans après, dans un pays qui n'est pas le leur, dépendait encore entièrement de leur expérience américaine, et de leur engagement, à tous les deux, au sein du Black Panther Party. De temps en temps, ils se réunissent autour d'un café, pour faire le bilan de leur vie, cerner les limites de leur action, et crier qu'aujourd'hui, Outre-Atlantique, rien n'a vraiment changé pour les Noirs. « Si les choses ont évolué à la fin des années 60, elles ont régressé sous les présidences de Nixon et de Reagan », affirment-ils. « Aujourd'hui », accuse Don, la situation est mille fois pire que ce que l'on en dit. C'est encore l'état de guerre ». Les chiffres tombent. « Alors que dans le monde occidental, l'espérance de vie augmente chaque année, elle vient de diminuer trois années de suite aux Etats-Unis pour les Noirs. Ces Noirs qui représentent 12 à 13% de la population et fournissent 55% des prisonniers ». Aujourd'hui toujours, la mortalité infantile dans les ghettos noirs est de 21,8 pour mille. Un chiffre identique à celui des pays du tiers monde. « Sur 30 millions de Noirs, reprend Don, 10 millions réussissent à survivre dans le système, c'est à dire à manger. Les autres vivent dans la misère. Quant à la troisième génération des ghettos, elle n'a jamais connu le monde

du travail ». George frappe la table du poing. Questions. Un échec pour les Panthers ? Les armes et les batailles de rue n'ont pas eu raison du système, loin s'en faut. Quant aux anciens Black Panthers, la plupart d'entre eux « crouissent en prison. Nous avons, nous aussi, nos Mandela ». « Ils ont pris 30, 40, 50, 150 ans », soupire George. Mumia Abu-Jamal, Panthère de la première heure, attend d'être exécuté dans une prison de Pennsylvanie. Pour un crime qu'il a toujours nié. « Certains, poursuit George, sont allés retrouver leurs racines en Afrique de l'Ouest ». « Où qu'ils soient, reprend Don, ils essaient de vivre, ou plutôt de survivre. ceux qui n'ont pas sombré dans la bouteille d'alcool ou dans la drogue s'en sortent bien, ils sont toujours là. Mais c'est difficile pour eux ». On devine parfois chez ces deux héros de la lutte noire, des sentiments d'amertume, voire de regret. Comme si la lutte n'avait pas été jusqu'au bout. Un regard sentimental et pourtant sans complaisance sur les périodes américaine et algérienne. Souvenirs et limites des années de révolte.

1972, aux Etats-Unis. La répression contre les Noirs prend parfois des allures de guerre civile. Les peuples ne se supportent plus. D'un côté comme de l'autre, les liens paraissent brisés à jamais. George, toujours plus ou moins clandestin dans son propre pays, décide alors de quitter les lieux. Pour lui, comme pour une grande partie de ses amis militants, il n'est désormais plus possible de poursuivre la lutte sur le territoire américain. Il faut partir. « Nous étions devenus complètement désespérés », murmure-t-il. C'est le début de vingt ans d'exil. Première destination : Alger. Objectif : rejoindre la section internationale des Black Panthers, expatriée dans la capitale algérienne. « A l'époque, se souviennent les Panthers, les mouvements de libération, les révolutions tiers-mondistes étaient reconnus et soutenus par le gouvernement algérien. Là-bas, les Panthers faisaient figure de héros. Ils étaient les coqueluches du gouvernement et de la population. On avait des traitements de faveur, des villas, et même une ambassade ». Le 31 juillet, en compagnie de quatre autres Black Panthers et de leurs enfants, George détourne sur Alger un DC 9 de la compagnie Delta Airlines, qui effectuait la liaison New York-Miami. Un détournement familial, réalisé sans violence ni menaces, racontera l'équipage de l'avion. Avec, à la clé, une rançon de un million de dollars destinée à alimenter les caisses du Parti. « On pensait à l'époque que détourner un avion, c'était plus simple que de traverser les frontières, et plus efficace pour attirer l'attention internationale sur les problèmes des Noirs américains ». C'est à Alger que George rencontre Don pour la première fois. « J'avais dû disparaître du territoire américain deux ans plus tôt, se souvient Don, car mon nom était le premier d'une liste du FBI qui préparait une opération de répression contre la section de Baltimore ». Mais une fois de plus, le beau rêve s'effondre. En 1972, une scission se produit au sein des Panthers. A Alger, le Parti éclate. « Cleaver, le leader de la section internationale a voulu donner un ton plus soft à la lutte. Il était davantage intéressé par les projecteurs et les médias. C'était en fait un opportuniste. Les murs du Parti n'étaient pas d'accord. Il y a eu rupture. Au même moment, le gouvernement algérien, pour

Histoire de deux vies

Don est né dans le Missouri, en 1936. « Pas intello pour un sou. J'étais un simple paysan ». Après ses études secondaires, il quitte la campagne et trace la route jusqu'à San Francisco où l'accueille un de ses oncles. Pour lui, le rêve américain est en core possible, et Don se lance dans des études de médecine. Mais, son amie enceinte, il doit quitter la fac pour travailler. Il s'accroche, démarre au bas de l'échelle dans une maison d'arts graphiques et finit par en devenir directeur. Le système américain lui fait alors une place au soleil de Californie. « J'étais, raconte-t-il, nègre à succès quand ça n'existait pas ».

A la même époque ou presque, mais de l'autre côté du territoire, George n'a pas eu la même chance que Don. Pour lui, le « cauchemar américain » a commencé tout de suite, sans même lui laisser le répit de l'enfance. Il est né un 28 mars 1944, dans le ghetto noir américain d'Elisabeth (New Jersey). La vie dans le ghetto signifie alors misère, racisme et ségrégation. La famille n'arrive pas joindre les deux bouts, les grands parents sont alcooliques, les parents sont séparés, le chauffage et l'eau chaude sont un luxe auquel on n'ose même pas rêver. A 7 ans, en visite chez son père à New York, George se souvient qu'il dormait dans les tiroirs de la commode. Un peu plus tard, il sera vendu par ce même père. Pour 25 dollars. Il sera séquestré pendant plusieurs mois, jusqu'à ce que sa mère le retrouve. « Les parents noirs, analysera-t-il plus tard, étaient très répressifs avec leurs enfants pour les habituer à la répression exercée sur les Noirs par la société américaine... Nous nous attaquons en général aux gens les plus pauvres, les plus faibles de notre entourage, à nos femmes, nos enfants, à d'autres membres de notre communauté ».

Le ghetto, encore, avec les vacances dans la rue, les chiens lancés contre les Noirs, les punitions corporelles à l'école, les vertiges car il n'y a plus rien à manger. le ghetto, toujours, avec la mort de sa mère, puis la mort d'overdose de son frère. Enfin la prison. George, coupable a priori, coupable d'être Noir dans une société faite pour les Blancs. « Les commissariats et les prisons, dit-il, font partie de la vie du ghetto comme les rats et la faim. La prison était mon université, tout comme elle l'était pour beaucoup de mes frères et de mes sœurs ». A cette époque déjà, George est un adolescent timide, « un peu à l'écart des autres », qui observe, juge et résiste en, silence.

I.L.

des raisons économiques», amorce un rapprochement diplomatique avec les Etats-Unis. Les Black Panthers, d'un seul coup, ne sont plus des héros. Le gouvernement algérien renvoie sur le champ avion et rançon aux Etats-Unis. Don démissionne de toutes ses fonctions au sein du Black Panther Party. Depuis la scission, une hémorragie lamine les troupes de l'organisation. Les espoirs s'envolent. C'est la fin d'une époque ». Eux s'envolent vers la France et sa réputation d'asile pour les prisonniers politiques.

« Quant aux anciens Black Panthers, la plupart d'entre eux crouissent en prison. Nous avons aussi nos Mandela, soupire George. »

Des années plus tard, avec vingt ans d'exil dans les pattes, et bien loin de leurs camarades de rue, ce sont encore les souvenirs. Et les questions. En 1978, de sa prison de Fleury-Mérogis, George déclare publiquement regretter son détournement d'avion. « C'est parce qu'il voulait sortir de sa prison », rigole Don. Mais George, plus sérieux avoue : « ça n'a pas servi à grand chose », soupire-t-il. « Moi, je voulais continuer les détournements, mais les autres se sont dégoûtés. Je pensais aussi à la Libye et à Kadhafi. En fait, révolutionnaires, beaucoup d'étaient tant que c'était facile, au début, par coup de cœur, mais pas vraiment au fond d'eux-mêmes. Car au moindre pro-

blème, il n'y avait plus personne. Les Etats-Unis ont foutu ma vie en l'air, et pour rien ». « Finalement entre tous ces différents mouvements, la seule chose qui nous unissait vraiment était le fait d'être noirs », lâche Don. Tout se passe pourtant comme si, pour ces anciens Panthers, la lutte n'était pas terminée. Comme si elle se poursuivait encore, malgré les échecs et les déceptions, à Paris et aux Etats-Unis, mais d'une autre manière. Un seul verdict : « Les conditions objectives sont à nouveau réunies pour que la lutte reprenne aux Etats-Unis. Et l'analyse des années 60 est encore pertinente ». Reste à trouver la forme. Un maire noir à New York ? « Ni David Dinkins ni aucun maire noir ne changeront rien à un problème avant tout économique. La question aujourd'hui est la suivante : que va-t-on faire de tous ces noirs et de tous ces pauvres des ghettos ? Le système américain, capitaliste et privatisé à l'extrême, exclut toujours les Noirs du système économique. Donner tout aux riches, en espérant que les miettes redescendront aux pauvres, c'est ce que j'appelle un racisme raffiné. La politique ne changera rien. A New York, par exemple, il y a beaucoup de monde le jour. Mais la nuit, plus personne. la ville est laissée aux homeless, aux drogués, aux pauvres. Ceux qui travaillent à New York retournent chez eux, le soir, en banlieue. C'est là qu'ils habitent et c'est là aussi qu'ils paient leurs impôts. C'est pour cela que New York n'a plus d'argent, que New York est en faillite, et que toutes les grandes villes américaines deviennent des ghettos ».

EN SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE

« Folk à lier » : un 4e festival réussi

L'ÉQUIPE de « Folk à lier » (l'émission des musiques traditionnelles, tous les dimanches de 12 h à 14 h 30) a organisé, pour la 4^e année consécutive, les 26 et 27 janvier derniers à la Mission Bretonne/Ti ar Vretoned (le centre culturel breton à Paris), une nouvelle fête folk en soutien à Radio-Libertaire. Cette fête prenant un intérêt particulier cette fois-ci, puisque c'était la première manifestation qui marquait pour 1991 les dix ans d'existence de la plus rebelle des radios.

Malgré une légère baisse du nombre des spectateurs, due en grande partie aux graves circonstances actuelles, le bénéfice réalisé est semblable aux années précédentes (les tarifs ont été relevés de très peu). Ce mini-festival s'est déroulé dans d'excellentes conditions matérielles d'infrastructures, grâce au prêt de la salle par l'équipe de Ti ar Vretoned et de la qualité de sonorisation, dus aux efforts déployés de Michel Sikiotakis et de Michel Le Cam. Ainsi, une ambiance chaleureuse et amicale existait durant ces deux jours.

Le samedi soir, ce fut le concert avec trois genres très différents. Tout d'abord, une jeune vielleuse, Anne-Lyse Foy, démarra avec un trac fou, mais son talent étant déjà grand, elle conquit d'emblée le public avec une chanson a capella. Puis elle nous interpréta des morceaux traditionnels et de la Renaissance.

Changement total avec le groupe Ti Jaz, au style tellement indéfinissable (musique bretonne saupoudrée de jazz, de rock, et quelque fois des deux). Comment les spectateurs allaient-ils réagir à cette transition ? Et bien, de la meilleure façon, en tapant des pieds et des mains dans les passages les plus énergiques. Car c'est à un concert bien au point, auquel nous avons eu droit, étant donné le gros travail accompli, l'été dernier, pour enregistrer leur deuxième

disque (tout juste sorti en décembre). Ce groupe joua, d'ailleurs, en intégralité.

Le groupe Faubourg de Boignard (venu spécialement de la région de Saulieu, pour le week-end) termina la soirée avec des contes et des musiques du Morvan. Ils réussirent à captiver l'attention du public jusqu'au bout, avec la verve et le talent de conteur de Raphaël Thiery, bien soutenu musicalement par les frères Eric et Christophe raillard. Le moment fort de leur passage fut l'histoire de *la Francine*, qui prit une tournure toute particulière avec le contexte actuel de la guerre du Golfe.

Deux journées chaleureuses

Le dimanche, comme traditionnellement établi maintenant, c'était le bal folk/feist-deiz, de 15 h à 20 h. Cinq styles de musiques et de danses différents étaient prévus tout au long de l'après-midi.

Nous retrouvions pour le centre de la France, Anne-Lyse Foy, avec deux autres musiciens très connus, Dominique Paris, à la cabrette, et Claude Aubry, à l'accordéon. Ils jouent en trio depuis quelques mois seulement et avec peu de répétitions... Ils ont, cependant, réussi à trouver une cohésion presque parfaite.

Vint après, pour représenter l'Irlande, le duo composé de Vincent Blin, au violon, et de Gilles Poutoux, à l'accordéon. Tous les deux nous donnèrent un trop court aperçu de leur savoir-faire, mais peu de personnes dans la salle connaissaient les danses interprétées.

Le groupe Lizher Glizh, comme l'année dernière, il faut le signaler, nous fit danser breton. Le groupe, augmenté de deux nouveaux musiciens, travaille beaucoup



Faubourg de Boignard.
© Patrice Dalmagne

et a le chic pour trouver et arranger de belles mélodies. Quel dommage qu'il soit si peu connu ! Mesdames, Messieurs les organisateurs pensez à eux !

Ensuite c'était au tour du groupe Dulceline, qui nous joua des airs et des danses diversifiées du folk français. Le groupe afficha une assurance et une présence scénique, obtenue par le travail et l'expérience de chaque membre.

Avant l'installation du matériel pour le dernier passage, nous eûmes le temps d'entendre, pendant un bon quart d'heure trois chanteurs de la Mission Bretonne, non prévus initialement. Ils interprétèrent des chants à répondre et à danser de Haute-Bretagne.

Pour terminer le bal, et donc le soutien, nous retrouvons nos trois compères du Faubourg de Boignard, augmentés de

Richard Dilly (le bassiste de Ti Jaz) et de Gilbert Large (le joueur de bouzouki de Lizher Glizh). Tous les cinq nous offrirent un « bœuf » final inédit et endiablé (surtout dans le cadre de la Mission...), qui s'arrêta pile à l'heure. Tout le monde était satisfait et content d'avoir passé un excellent week-end.

Nous remercions très sincèrement tous ceux qui nous ont aidé, cette année encore, à organiser et à réussir cette fête de soutien à Radio-Libertaire : le comité d'administration de Ti ar Vretoned, les deux sonorisateurs, les musiciens et le public, bien sûr.

Rendez-vous, l'année prochaine, pour la cinquième fête !

Serge Tanguy
(pour l'équipe de « Folk à lier »)

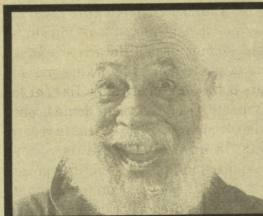
Radio-Libertaire et « Les Chroniques de l'ozone »

vous proposent ...

Une soirée de poésie en trois parties : Expression libre, signatures et discussions, avec pour invités, dix auteurs parmi les plus pertinents de notre époque...

le mardi 12 mars, de 19 h à 23 h, à L'Espace Nord, au 46, rue Quincampoix (M° Halles-Beaubourg), 75004 Paris.

Pour tout contact, téléphonez au 64.39.36.59.



FORUM

« Libres propos d'un penseur libre » (éd. Bagaudes) avec Léo Campion,

le samedi 9 mars 1991, à 16 h 30, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot (M° République), 75011 Paris.

Vingt ans après, deux Black Panthers à Paris

« L'image de l'Amérique, complète George, est fondée sur le principe du gros mensonge. Si vous répétez un gros mensonge assez fort, on finit par le croire ». Alors, un grand retour des Panthers ? « Non », affirment Don et George. Avec le temps, les amitiés se sont un peu effacées, les voies se sont séparées. « Il nous faut tout repenser ». Le marxisme. « Nous avons tatonné pour prendre tout ce qui pouvait nous aider à analyser notre situation, mais il n'y a pas de formule magique ». D'anciens héros qui se cherchent désespérément un modèle. En tatonnant un peu, et en se racrochant à de grands et nobles idéaux. A contre-courant. Pour exister encore malgré tout, malgré l'Afrique et malgré la « fin » des idéologies, la violence, les armes ? Silence. « Nous sommes des hommes de paix », répondent-ils. « Mais la violence est dans le ghetto, dans le capital financier qui a développé une machine de guerre très sophistiquée ». La violence ou les images d'aujourd'hui. « C'est le meurtre, qui est devenu le mal noir américain numéro un. C'est le crack : les dealers sont les seuls individus qui gagnent de l'argent, dans les ghettos, et ils soutiennent parfois 30 ou 40 personnes ». « Alors, soupire Don, comment faire autrement ? Comment réussir sans faire pression ? ». « L'histoire, conclut-t-il, est claire là-dessus. Tout le monde est passé par là, et personne n'est propre.

Ceci dit, les Panthers, à l'époque, sont apparues pour plus audacieuses qu'elles n'étaient vraiment. Bien sûr, entre 1969 et 1970, rien n'était décidé, dans le mouvement noir, contre le gré des Panthers. mais tout ce que nous faisons était légal. Il n'était pas interdit de se promener armés dans la rue. Aux Etats-Unis on ne déclare pas une organisation illégale. C'est grâce à cela que nous avons pu exister. L'inconvénient, c'est que les nazis aussi peuvent descendre dans la rue ».

Silence. L'histoire est difficile. Les sujets sont brûlants, les regrets un peu amers. Car pour la Révolution, il faudra attendre encore un peu. « Il y a beaucoup d'énergie, des gens vont forcément s'organiser pour résister, assure Don, mais il y a pour l'instant un vide total au niveau des mouvements et des organisations. Les problèmes sont traités au cas par cas. Les homeless, par exemple, s'organisent à New York. Mais personne ne prend le problème dans son ensemble. Et personne ne bouge comme on bougeait nous. Pourtant... Pourtant, l'assassinat de Hewton, fondateur des Black Panthers, l'année dernière, a secoué la communauté noire, sensibilisé les plus jeunes à l'histoire du Parti et des mouvements de lutte. Pourtant, depuis peu de temps, les Blancs comme les Noirs apprennent l'histoire de Malcom X à l'école. Pourtant, il y a encore les femmes ». « Les Américains ont emprisonné tous les hommes du Black

Panther Party, mais il ne sont pas méfiés des femmes, maintenant, elles bougent », explique George. Pourtant, il y a le rap. Chok et Public Enemy. « Les choses se passent là, s'enflamme George, car il y a du Malcom X dans le rap d'aujourd'hui ». « Au départ, se souvient Don, les jeunes n'écoutaient pas les paroles, ils ne faisaient que danser sur le rythme.

« L'image de l'Amérique est fondée sur le principe du gros mensonge. Si vous répétez un gros mensonge assez fort, on finit par le croire »

Aujourd'hui, la situation est tellement dramatique qu'ils écoutent. Le rap peut être un véhicule, comme toutes les formes d'art. Il peut aider à stimuler les gens, le message est bon, mais il faut plus ».

Pause. Don caresse ses dreads locks, rêveur et triste. George met un nouveau morceau de musique. Révolution dans la ville. Les yeux rivés sur l'Afrique du Sud, qui pourrait bien aussi être un modèle. « La population noire d'Afrique du Sud, reprennent-ils à l'unisson, est très urbanisée, comme aux Etats-Unis, et l'ANC travaille beaucoup dans les villes. Même dans la nature de la lutte,

il y a des similitudes. il faut bien observer les méthodes ». Alors en attendant, les deux Panthers exilés luttent, ici, en France avec, en somme, les moyens du bord. Partagés entre le désir de poursuivre coûte que coûte leur engagement pour la cause noire, et la volonté, parfois, d'oublier. « La France, confie George, est le pays qui m'a fait justice pour la première fois ». Mais là aussi, si loin de l'Amérique, il y a des désillusions. « En arrivant, nous étions noirs, étrangers et sans papiers, susceptibles d'être expulsés à tout moment, on nous a refusé le statut de prisonnier politique, car l'Amérique était censée être la plus grande démocratie du monde, et donc un prisonnier politique ne pouvait pas exister ». Vingt ans après, ce n'est toujours pas la panacée. Depuis sa sortie de prison en 1980, George se nourrit de petits boulots, de chantiers et de chômage. désormais, il vit ici, à Paris, avec une Française, ingénieur à l'INSERM. Il fait partie d'un mouvement de paix et d'une association d'aide aux immigrés. Il voudrait « écrire quelque chose sur les prisons ». « Je n'ai aucun désir de revanche, explique-t-il doucement, mais j'ai risqué ma vie, je ne peux pas m'arrêter ». « Finalement, murmure George, c'est un peu la stagnation, mais ça va aller quand même ». Don a fondé une association. Il essaie de faire connaître le cas de Mumia Abu-Jamal. Aujourd'hui, Don-le-géant, le militant, est devenu un peu

« sauvage ». Il vit tout seul dans son « petit coin de paradis », une maison qu'il a retapé dans les Corbières. « Paris était trop cher, le ciel était trop gris, alors j'ai acheté la carte d'ensevelissement de la France, et je suis parti ». Le territoire américain leur est toujours interdit. Mais tous les deux y ont encore leurs enfants. George ne voit jamais les siens. « On a cassé les ponts », murmure-t-il. « L'Amérique ne nous manque pas. Heureusement que je n'habite plus là-bas, car sinon j'exploserai ». Désormais, leur vie est là. Et c'est ici qu'ils essaient de lutter. Y compris pour leur propre survie. « Ici aussi, poursuivent les Panthers unanimes, il faut se battre. Car ce n'est pas toujours facile ». Le racisme ? « Ce que j'ai appris de tous mes voyages », répond Don, c'est qu'il existe des problèmes universels. Partout dans le monde, il faut manger, s'abriter, s'habiller. Ici le racisme a toujours existé, la seule chose qui ait changé, c'est l'articulation du phénomène par Le Pen et le Front national ». France, terre d'asile. « You know, man... ».

Il est dix heures du soir dans l'appartement du vingtième arrondissement. Don va redescendre dormir dans son camion. George prend une dernière cigarette. Demain, il y a le chantier. Et toujours l'exil pour ces citoyens de nulle part.

Isabelle Lasserre

RENDEZ-VOUS

BESANÇON

Le groupe Proudhon organise, avec la participation de la Libre Pensée, le vendredi 8 mars, à Radio-Bip (14, rue de la Viotte), un débat : « La guerre du Golfe et après ? ».

BORDEAUX

« Semaine antisexististe », du 8 au 16 mars, au 7, rue du Muguet, à l'initiative du groupe Emma-Goldman.

Au programme :

- une exposition inaugurée le vendredi 8 mars, à partir de 19 h : « Les femmes et la société » (c'est ouvert le 9, à partir de 15 h ; le 12, à partir de 15 h ; le 13 de 15 h à 17 h et le 16, à partir de 15 h) ;
- des rencontres-débats : « Femmes et Islam », le 9 mars, à 16 h ; « Contraception et fascisme », le mardi 12 mars, à 20 h 30 ;
- et des vidéos : « Les femmes et le syndicalisme » et « Mujeres Libres », le 16 mars, à 15 h, suivi d'un débat sur les femmes dans la société d'aujourd'hui.

NIMES

Le groupe Henri-Marius organise le samedi 9 mars, à 14 h 30, au Centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes, une réunion-débat sur le thème : « Objection à la guerre ». Entrée libre.

ROUEN

Le groupe FA de Rouen organise, le vendredi 8 mars, à 20 h 30, un meeting sur les atteintes aux droits à l'avortement et la contraception. Cette réunion se déroulera dans la salle de la Halle aux Toiles.

PARUTIONS

ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

CALENDRIER

Le groupe Humeurs Noires de Lille diffuse un calendrier anarchiste berlinois : « Notre loi, c'est la liberté... notre patrie, le monde ». Prix 30 F (port compris). On peut le commander en écrivant à « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ALDIR.

AFFICHE

Le groupe Humeurs Noires nous indique que l'affiche franco-belge « La guerre qu'on voit dans le long des golfes clairs a des reflets d'argent... » est de nouveau disponible. Prix : 5 F l'unité, 1 F les 10 exemplaires, 0,50 F plus de 10 ex. et 0,25 F plus de 50 ex. On peut le commander en écrivant à « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ALDIR. Cette affiche est également en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PRESSE

Les groupes Dolce Farniente et Milly-Witkop de Nantes nous indiquent la parution du n° 13 du *Farfadet*. Au sommaire on trouve : l'écologie, le végétarisme, le tiers monde... Ce n° est en vente au prix de 5 F au « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. Il est en vente également à la librairie du Monde Libertaire.

LYON

Le squatt de la rue Ozanam à la fin de la trêve d'hiver

Dans le n° 804 du *Monde libertaire*, daté du 29 novembre 1990, les squatters de la rue Ozanam ont déjà eu l'occasion de nous conter leurs déboires. Ceux-ci s'achevaient au 19 novembre 1990. Voici, depuis cette date, la suite des événements.

Le 2 novembre 1990, au 3, rue Ozanam, dans le quartier de la Croix-Rousse, à Lyon s'est ouvert un squatt. Depuis cette date les occupants sont en prise avec les autorités. Le feuillet s'est poursuivi et continue. Ainsi, le 22 novembre le promoteur de l'immeuble squatté a fait envoyer un bulldozer et ses « esclaves », afin d'entamer la destruction du pâté de maisons dans lequel est compris le 3, rue Ozanam. Ses habitants montent sur le toit, afin de les en empêcher.

Du 23 au 28 novembre les squatters distribuent dans le quartier des tracts d'information au sujet de deux squatters interpellés à la suite d'un affrontement avec la police (cf. *ML* n°804), à cela s'ajoutent des ventes de soutien de vin chaud, de café et de cartes postales (1).

Un squatt et des projets

Le 29 novembre la police intervient dix minutes après qu'un drapeau noir ait été posé sur le toit du 3, rue Ozanam. Une heure plus tard, deux fourgons et de voitures arrivent en renfort... Le drapeau est retiré.

Le bulldozer est de retour sur les lieux le 3 décembre. Les clés de l'engin disparaissent mystérieusement, et sont retrouvées après que promesse des travailleurs soit faite qu'il partent immédiatement. Le 4 décembre, c'est au tour des travailleurs des eaux de s'attaquer à la conduite extérieure du squatt, dans la rue. Au bout de deux minutes ils sont « jetés ».

Pour faire face à ces pressions constantes, nous avons régulièrement renforcés nos barricades. Nous avons aussi largement informé notre voisinage, afin de briser le silence et le fatalisme qui l'engourdissent. Il faut lutter. Lutter contre ces quelques promoteurs qui se partagent le marché immobilier de Lyon. Lutter contre la politique municipale, qui gère la misère des quartiers et écrase les pauvres, les vieux, les immigrés et les

jeunes. Il faut dénoncer toutes ces magouilles de fric qui, un jour ou l'autre, nous expulseront de notre quartier. La Croix-Rousse n'est pas à vendre !

Quant à nous, habitants du 3, rue Ozanam, nous continuons et nous continuerons à nous battre pour vivre en collectivité, et pour créer un espace de vie sociale. Nous pensons qu'il est possible de créer une alternative à ce système économique, qui écrase les pauvres et remplit les poches des plus crapuleux.

Malgré toutes les embrouilles auxquelles nous avons été confrontés, certains de nos projets ont pu prendre forme. Une boutique d'information avec diverses revues et brochures s'est ouverte. Un labo-photo et une salle de répétition ont été installés, et plusieurs activités se sont mises en place (soirée vidéo hebdomadaire, par exemple). Avant la fin de la trêve juridique d'hiver, il restait aux habitants du squatt de travailler sur le restaurant végétarien « Mac No », ouvert le 28 décembre, dont la fonction est de promouvoir une autre façon de se nourrir, de dénoncer un système de consommation qui exploite et massacre des millions d'animaux chaque jour, qui exploite et affame le tiers monde, et qui dépense des millions dans la recherche en bio-technologie. Nous travaillons, également, à notre jardin biologique (dans lequel nous avons installé un compost végétal). Enfin, nous avons ouvert une permanence squatt. Notre temps est limité, car la destruction de notre immeuble est une menace constante, initialement prévue en décembre. L'expulsion *manu militari* nous guette.

Nous tenons à souligner que contrairement à beaucoup de logements de la Croix-Rousse, l'immeuble du 3, rue Ozanam n'est pas du tout vétuste, bien au contraire... sa destruction n'est que le résultat d'une politique immobilière juteuse et scandaleuse qui règne sur Lyon et le quartier. Politique immobilière, qui expulse les pauvres des centres-villes pour y construire pour les riches. Politique immobilière qui sévit dans toutes les grandes villes d'Europe. Ils peuvent expulser nos maisons, ils n'expulseront pas nos idées. Solidarité contre l'Europe de 1992 du capital ! Solidarité contre l'Europe de flics et de la répression !

Les squatters du 3, rue Ozanam

(1) Ces deux copains ont, depuis, été libérés. Ils ont été condamnés à trois mois de prison, dont un mois ferme pour insultes et coups envers des flics.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeu 7 mars

- « Tiens, voilà le hallebardier ! » (12 h - 14 h 30) : théâtre.
- « Si vis pacem » (18 h - 19 h 30) : la drogue et l'armée.
- « Flagrants désirs » (19 h 30 - 20 h 30) : Gil Cerisay et ses invités.

Samedi 9 mars

- « La Chronique syndicale » (11 h - 13 h) : l'actualité de la semaine.
- « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : Jacques Kamb.

Dimanche 10 mars

- « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : *Iatine linguamur* (parlons latin).
- « Toxiques Graffiti et Liaisons dangereuses » (23 h - 1 h) : rock contre l'extrême droite.

Mardi 12 mars

- « Blues en liberté » (10 h - 12) : Albert Collins et R. L. Burnside à Paris.
- « Enlirez-vous » (18 h - 19 h) : Le martyr des affreux.
- « Paroles d'associations » (19 h 30 - 20 h 30) : *Palingenesis* (journal sur les problèmes de la banlieue Ouest, avec Karine Barrère).

Nos autocollants



18000 TONNES DE BOMBES : AU MOINS 18000 MORTS.

NE FAITES PAS SEMBLANT D'IGNORER

FEDERATION ANARCHISTE
145 Rue Amélot, 75011 PARIS

Deux séries d'autocollants anti-guerre viennent d'être édités par la Fédération anarchiste. On peut se les procurer à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris). La série « Ne faites pas semblant ! » (voir l'exemplaire ci-contre) est vendue 1 F l'unité, 0,50 F plus de 10 exemplaires et 0,30 F plus de 50 exemplaires.

En ce qui concerne l'autre série (voir exemplaire ci-dessous) les prix sont de 1 F l'unité et de 0,20 F pour plus de 50 exemplaires. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

CONTRE LA GUERRE DES ETATS ET DES PROFITS,



CONSTRUISONS LA PAIX PAR L'EGALITE ET L'ENTRAIDE ENTRE LES PEUPLES.

FÉDÉRATION ANARCHISTE- 145 RUE AMÉLOT PARIS 11

ANTIFASCISME

« Francarabia » : L'intox fasciste

Hier soir, un rêve m'a troublé, dans l'intensité de la culpabilité : le capitaine borgne de la xénophobie perdait son second œil, crevé par un joli petit drapeau noir. Mignon petit attentat libertaire. La face hideuse de la perversion raciste recollait ses deux yeux, dans la brume de son imbecilité.

Enfer et damnation ! Le voilà, commandant en chef des ratés, montrant la voie à de petits soldats en campagne pour casser du basané. Je veux bien qu'au FN l'on ait manifestement choisi la voie de la guerre, par un détour en des sentiments hypocrites de paix, mais la manœuvre est tronquée. Le naturel revient au galop.

Militants de l'Association des libertaires antifascistes (ALAF) et renégats associés, quel sentiment de culpabilité, à présent, de n'avoir su combattre assez ardemment la « bête immonde », qui refait surface.

Le FN et ses agités ont attribué une de leurs dernières provocations à un mystérieux groupe clandestin algérien, et plus généralement arabe. Les tracts, distribués sur Sarrebourg, Saverne, Nancy, Thionville..., dans les boîtes aux lettres, consistent en des menaces à l'égard du peuple français, de la « juiverie internationale » et de la maçonnerie. Bonne occasion pour Le Pen et consorts de dénoncer par là ces deux autres ennemis jurés. Comment, alors, ne pas y voir une manœuvre de l'extrême droite.

Il n'y a que la « justice » de ce pays, manifestement complice, pour ne pas condamner cet appel à la haine raciale d'une prétendue « Francarabia ». Il est bien vrai que nos socialistes franchouillards et margouillers n'ont pas perdu que leurs roseurs pacifistes : la lutte contre le racisme rapporte moins que les fausses factures. N'est-ce pas vrai, M. Nallet...

Dominique (secrétaire de l'ALAF)

N.B. : Association des libertaires antifascistes, 7, rue des Martyrs, 76620 Le Havre.

Où nous joindre

En ce qui concerne la ville d'Amiens (Somme), dans le cadre de notre rubrique « Où nous joindre », il faut écrire pour participer aux campagnes anti-guerre et d'après-guerre à Thierry Maricourt, BP 403, 80004 Amiens cedex.

Thierry Maricourt, nous indique, par ailleurs, une seconde adresse, qui est celle du collectif anti-guerre local, où l'on retrouvera les militants anarchistes à l'œuvre : syndicat CNT, CTA, rue Dejean, 80000 Amiens.

SOMMAIRE

PAGE 1 : La victoire en déchantant (suite p. 3), Réduction des inégalités échec et mat, Editorial.

PAGE 2 : L'orthographe en question : Edulcorer ou éduquer ? La langue et le socialisme.

PAGE 3 : La faille du système, Interpellation pour propagande antimilitariste, La victoire en déchantant (suite de la Une), En bref, Souscription.

PAGE 4 : Mais que font-ils de leurs sous ?, Qui sont les riches ?, Europe : la « Charte sociale ».

PAGE 5 : RMI : le revenu de misère insuffisant, Inégalités : le cas de la Grèce, Qui sont les RMIstes ?

PAGE 6 : Vingt ans après, deux Black Panthers à Paris (suite p. 7), Histoire d'une vie.

PAGE 7 : Quatrième festival « Folk à lier » en soutien à Radio-Libertaire, Vingt ans après, deux Black Panthers à Paris (suite de la p. 6).

PAGE 8 : Le squatt de la rue Ozanam à Lyon, « Francarabia : l'intox fasciste, Sélection Radio-Libertaire, Infos FA.